

Table des matières

PRÉFACE	5
REMERCIEMENTS	7
LISTE DES PRINCIPALES ABRÉVIATIONS	9
PROLÉGOMÈNES	13
INTRODUCTION : QUELQUES DONNÉES CONTEXTUELLES SUR LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG	17
Section 1 Données géographiques générales.....	18
Section 2 Données historiques générales	19
Section 3 Données politiques générales	20
Le pouvoir législatif	20
Le pouvoir exécutif	21
Le pouvoir judiciaire.....	22
Section 4 La population du Luxembourg	22
Section 5 Données générales sur l'emploi et l'économie	23
L'emploi	23
L'industrie.....	24
Le secteur financier.....	25

PREMIÈRE PARTIE : LES GRANDS ACTEURS DU DIALOGUE SOCIAL AU LUXEMBOURG	27
Chapitre 1 : Un bref historique du dialogue social	29
Chapitre 2 : Un modèle luxembourgeois de dialogue social	33
Chapitre 3 : Un panorama général des acteurs du dialogue social	39
Les organisations syndicales	40
Les organisations patronales	40
Les chambres professionnelles	40
Le Gouvernement	41
Chapitre 4 : Les conditions de base du fonctionnement du dialogue social	43
Section 1 Les libertés d'association et d'action des individus	44
La liberté d'association syndicale, la Constitution et la loi	44
Les prolongements de la liberté d'association syndicale	45
Section 2 La liberté d'association individuelle dans les organisations syndicales	46
Le droit d'adhérer aux organisations syndicales	46
Le contenu du droit d'adhésion aux organisations syndicales	48
Les libertés d'association et d'action des organisations syndicales	48
La définition légale de l'organisation syndicale	49

Section 3 La question de la représentativité des organisations syndicales.....	50
La situation ancienne.....	50
La nouvelle situation.....	52
La reconnaissance de la représentativité des organisations syndicales.....	54
Section 4 Statut, reconnaissance et personnalité juridique.....	55
Le statut juridique des organisations syndicales et la procédure de leur reconnaissance.....	55
La reconnaissance des organisations syndicales et la problématique de leur personnalité juridique.....	55
Section 5 Les membres des organisations syndicales.....	57
Les membres des organisations syndicales interprofessionnelles....	57
Les membres des organisations syndicales de la fonction publique.....	59
Section 6 L'organisation interne des organisations syndicales.....	60
L'organisation interne.....	61
La liberté de constituer des fédérations et des confédérations syndicales.....	61
Section 7 La liberté d'entreprendre des organisations syndicales.....	62
La couverture des conventions collectives.....	62
La situation dans la fonction publique.....	64
La fonction publique nationale.....	65
La fonction publique locale.....	67
Section 8 Le droit de grève.....	68
La grève dans les secteurs classiques de l'économie.....	68
La grève dans la fonction publique.....	69

Section 9	La protection de la liberté des organisations syndicales.....	69
	La protection contre des comportements antisyndicaux	69
	La protection générale.....	69
	La protection face aux employeurs.....	70
	L'Office national de conciliation.....	71
Section 10.	La liberté d'association des organisations d'employeurs.....	72
DEUXIÈME PARTIE : LES INSTITUTIONS DU DIALOGUE SOCIAL AU LUXEMBOURG.....		75
Chapitre 1 :	Les institutions tripartites	77
Section 1	Le conseil économique et social.....	79
Section 2	Le comité de conjoncture.....	82
Section 3	La commission nationale de l'emploi.....	84
Section 4	Le comité de coordination tripartite	86
Section 5	Le comité du travail féminin.....	87
Section 6	Le comité permanent de l'emploi.....	89
Section 7	L'observatoire des relations professionnelles et de l'emploi	91
Section 8	Le comité permanent du travail et de l'emploi et l'instance de conciliation individuelle	93
Section 9	Les articulations entre les institutions.....	95
Section 10.	Les activités du dialogue social	97
Section 11.	Le sens des mots relatifs au dialogue social.....	99

Chapitre 2 : Un focus sur deux institutions majeures du dialogue social	101
Section 1 Le conseil économique et social	102
La réforme de 1985.....	102
L'intégration de la conférence tripartite générale.....	104
Les relations entre le Conseil économique et social et le Comité de coordination tripartite.....	105
Les résultats de la réforme	106
La réforme de 2004.....	106
Une volonté d'affirmation.....	108
Une volonté d'affirmation par la Constitution.....	109
D'autres propositions réformatrices.....	110
La naissance d'une nouvelle loi.....	111
La réforme de 2014.....	112
Une synthèse des réformes.....	113
Le bilan de l'action.....	113
Section 2 Le comité de coordination tripartite	114
L'évolution légale.....	114
Une existence prorogée et confirmée.....	116
Quelques soucis pour l'approche tripartite.....	118
L'évolution après la crise	119
Synthèse.....	121
Le bilan.....	121
Section 3 Une approche comparée entre les deux institutions	123
Chapitre 3 : Un dialogue social en panne et des institutions en crise	125

TROISIÈME PARTIE : LES PARTICULARITÉS DU DIALOGUE SOCIAL LUXEMBOURGEOIS	133
Chapitre 1 : Le Luxembourg et le contexte transfrontalier	135
Section 4 Les travailleurs frontaliers et le contexte international du luxembourg	136
La définition du travailleur frontalier	136
Les travailleurs étrangers et frontaliers au Luxembourg	137
Chapitre 2 : Les chambres professionnelles	139
Section 1 Le système des chambres professionnelles	140
Section 2 Focus sur la chambre des salariés du luxembourg	141
Chapitre 3 : Le Luxembourg, la Grande Région, le dialogue social et les travailleurs frontaliers	149
Section 1 La représentation par les partenaires sociaux	150
Section 2 Des partenaires sociaux nationaux organisés internationalement	152
La représentation par le réseau EURES	153
Le Comité économique et social de la Grande Région (CESGR)	156
Conclusions	159
Bibliographie	163
Références juridiques	165
Ouvrages imprimés	173
Articles de périodiques imprimés	175
Sites internet consultés	177
Divers	179
Table des matières	183